

L'Avis en rouge

LE JOURNAL DES COMMUNISTES DE MOSELLE
#02 / FÉVRIER-MARS 2021

Édito / *Démocratie nouvelle contre autoritarisme*

Après une année 2020 inédite de crise sanitaire, les vaccins nourrissent des espoirs importants, mais aussi des interrogations qui témoignent d'une défiance sociale. La crise et sa gestion confirment l'impasse sociale, culturelle, climatique des politiques gouvernementales. Selon l'ONG Oxfam, les 10 premières fortunes mondiales ont gagné 479 milliards d'euros à la faveur de la pandémie, alors que des centaines de millions de personnes basculaient dans la misère. L'urgence d'un autre monde est indispensable pour tous les peuples de la Terre.

La crise a montré le besoin de services publics, l'importance des garanties collectives comme la sécurité sociale, qui, bien qu'affaiblie, a joué un rôle essentiel de bouclier. Avec son plan de relance, le gouvernement poursuit sa politique néolibérale : il distribue l'aide publique sans conditions et sans contrôle aux entreprises, mais refuse de revaloriser les salaires des premiers de corvée, de créer des emplois dans les services publics. Macron est seul aux commandes, il renie les droits du Parlement, multiplie les mesures d'exception et liberticides. Cela n'est pas un hasard, il veut concentrer tous les pouvoirs pour mieux répondre aux exigences du capital. L'urgence démocratique est là ! Les travailleurs doivent gagner de nouveaux droits dans les entreprises, la République doit être refondée. Partout, la citoyenneté doit progresser. L'humanité doit s'émanciper des logiques de compétition, porteuses de dangers et de régressions sociales, pour élaborer des logiques de partage et de coopération.

Les communistes portent cet idéal et y travaillent. À l'occasion du centenaire du PCF, l'on ne peut que saluer les générations de militants et leurs engagements sans faille pour défendre les plus humbles et avancer vers un monde meilleur. Tous nos efforts et nos convictions sont mobilisés pour ouvrir une puissante ambition de transformation, rassembleuse et innovante. Avec au cœur de tout, la démocratie, la démocratie pour de vrai.

Prenez soin de vous et de vos familles, amis, collègues, de votre prochain, et bonne lecture !

// Jacques Maréchal, secrétaire départemental du PCF57

p4 / DOSSIER

SÉCURITÉ : URGENCE DÉMOCRATIQUE !

La proposition loi sur la Sécurité globale, adoptée par l'Assemblée nationale en novembre 2020, actuellement en débat au Sénat, organise une privatisation de la police en contradiction flagrante avec les normes constitutionnelles en déléguant aux agents privés de sécurité des pouvoirs réservés à la police judiciaire. Elle prévoit d'instaurer une surveillance généralisée de l'espace public, en autorisant l'État à utiliser des drones avec caméras. Elle pénalise la diffusion d'images de policiers/gendarmes agissant dans le cadre de leurs missions. Comment alors démontrer les violences policières quand elles ont lieu ? En résumé, cette loi valide et encourage l'impunité d'auteurs de violences policières. Elle est un danger flagrant pour notre démocratie. Pour le Parti communiste, cette loi franchit une nouvelle étape dans une gestion autoritaire et ouverte au privé, soulève de légitimes inquiétudes et invite à s'interroger plus largement sur la politique de sécurité que nous voulons pour avancer vers un avenir serein. L'Avis en rouge consacre son 2^e dossier à ce sujet brûlant d'actualité.





WWW.PCF57.FR

Un site Internet tout neuf pour le PCF57

La fédération mosellane a lancé son nouveau site Internet, plus moderne et fonctionnel, fin 2020. Vous y retrouverez toutes nos actus, ainsi qu'un kiosque où vous pourrez télécharger ce journal et d'autres publications. Il accueille également des informations sur le fonctionnement de la fédération et les modalités d'adhésion et de soutien. Nous vous invitons à consulter régulièrement www.pcf57.fr et à le placer dans vos favoris. Bonne visite !

DÉPARTEMENTALES

Appel à toute la gauche mosellane

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, s'est dit favorable à un report des élections régionales et départementales à après la présidentielle de 2022. Quoi qu'il en soit, le Parti communiste de Moselle lance d'ores et déjà un appel à toute la gauche pour préparer le scrutin départemental. Nous entendons faire prévaloir une démarche de rassemblement de toutes des forces de gauche et écologistes autour d'un projet départemental audacieux porteur de solidarité consolidée, de renforcement des services publics et de démocratie renouvelée. Les communistes souhaitent travailler à un seul binôme de gauche par canton, représentatif des différentes sensibilités.



Le collectif Stop Amazon d'Augny a organisé un rassemblement, le 26 novembre à Metz. L'objectif : alerter les passants et habitants sur la situation et les appeler à privilégier les commerçants locaux pour les fêtes (et après...). Un mur de cartons symbolique, couvert de messages militants, s'est dressé sur la place Saint-Jacques. Des chants de Noël adressés à M. Macron et à ses amis milliardaires ont retenti. Les communistes de Moselle ont répondu présent pour soutenir cette nécessaire initiative **à retrouver en vidéo sur notre site.**



STOP AMAZON

Le combat continue, une autre issue est toujours possible pour Frescaty !

Le chantier de la construction d'Amazon se poursuit à Frescaty. La société Argan est en train de construire, pour le compte du géant américain du e-commerce, un entrepôt de 186 000 m² sur 4 niveaux. Nous donnons la parole à Charlotte, du collectif Stop Amazon Augny :

Pourquoi est-il important de boycotter Amazon de manière générale ?

L'objet de notre combat n'est pas tant d'appeler au boycott d'Amazon que d'exiger sa régulation. Les consommateurs/trices ne sont pas responsables du dumping sur les prix, pratiqué par Amazon, leur permettant d'acheter à prix cassés. Ils ne sont pas responsables des conditions de travail désastreuses que connaissent les salariés et sous-traitants de la multinationale. Évidemment, nous portons un discours favorisant les alternatives (nombreuses !) via l'éducation populaire. Nous espérons que notre combat contre la multinationale conduira effectivement au boycott naturel de l'enseigne.

Et en Moselle en particulier ?

En Moselle, nous sommes directement concernés par l'implantation d'une plateforme logistique Amazon à Augny. L'impact local est immédiat, au moins du point de vue environnemental, avec une augmentation de la pollution par le trafic routier (environ 700 allers-retours de camions par jour et 7j/7). On sait aussi que les nouvelles implantations d'Amazon visent toujours une possibilité de livraison par l'aérien. C'est envisagé pour le site d'Augny et cela aggravera la pollution locale et nationale. On sait aussi que l'argument de la création d'emplois, largement avancé par certains élus est totalement faussé. Plusieurs milliers d'emplois étaient vendus avec ce projet, aujourd'hui plutôt 800. Mais des études récentes prouvent aussi qu'**1 emploi créé chez Amazon, c'est 2 emplois détruits dans le commerce local en France (4,5 aux États-Unis).** Rappelons aussi que l'avenir rêvé par Jeff Bezos pour son entreprise, c'est de remplacer intégralement les salariés par des robots.

Peut-on vraiment stopper l'implantation ?

Même si l'entrepôt d'Amazon est déjà sorti de terre à Augny, le combat peut encore être gagné. Le site pourrait accueillir d'autres projets, notamment relatifs à la transition écologique, qui devient plus qu'urgente. Et même si la plateforme ouvre comme prévu en 2021, le combat continue en local et au national contre Amazon. Nous devons exiger sa régulation par le gouvernement en matières fiscale, environnementale et sociale.

Que disent les habitants de ce projet ?

Les habitants n'ont jamais été consultés démocratiquement ! Les riverains se sont opposés au projet dès qu'ils en ont eu connaissance par voie de presse, avec des dépôts de plaintes individuelles et la création d'une association, puis par leur implication dans un collectif plus large.



FRANCE-KURDISTAN

Soutenir la résistance des femmes kurdes

Voilà 8 ans que l'association France-Kurdistan a été créée symboliquement (le 9 janvier 2013), en riposte au triple féminicide d'État, commis sur le sol français par les services secrets turcs contre 3 militantes kurdes : Rojbin, Sakiné, Leyla. Le mois de janvier 2021 était donc un mois anniversaire, qui a occasionné, comme chaque année, des manifestations importantes pour dénoncer l'impunité et revendiquer la justice. Est-ce purement symbolique, est-ce peine perdue ? Plusieurs éléments nous laissent penser le contraire... et la mobilisation continue, avec des actions fortes pour soutenir le combat des femmes kurdes.

Pour la première fois dans l'histoire de la justice française, il a été reconnu qu'il s'agissait d'un crime d'État. Il faut maintenant identifier les commanditaires et les juger. Des preuves et des noms ont été rassemblés, l'enquête vient d'être relancée et se poursuit.

Malgré le temps qui s'écoule, non seulement ce triple féminicide ne tombe pas dans l'oubli, mais motive toujours plus d'associations, d'élu(e)s, de journalistes, de citoyen(ne)s. Cette année, malgré le contexte, des manifestations importantes ont eu lieu dans plusieurs villes de France.

La compréhension à l'égard des revendications et de la résistance des kurdes de Turquie et du Rojava grandit, la solidarité se développe. Nous le vérifions au travers du rayonnement de France-Kurdistan, même s'il reste toujours beaucoup à faire.

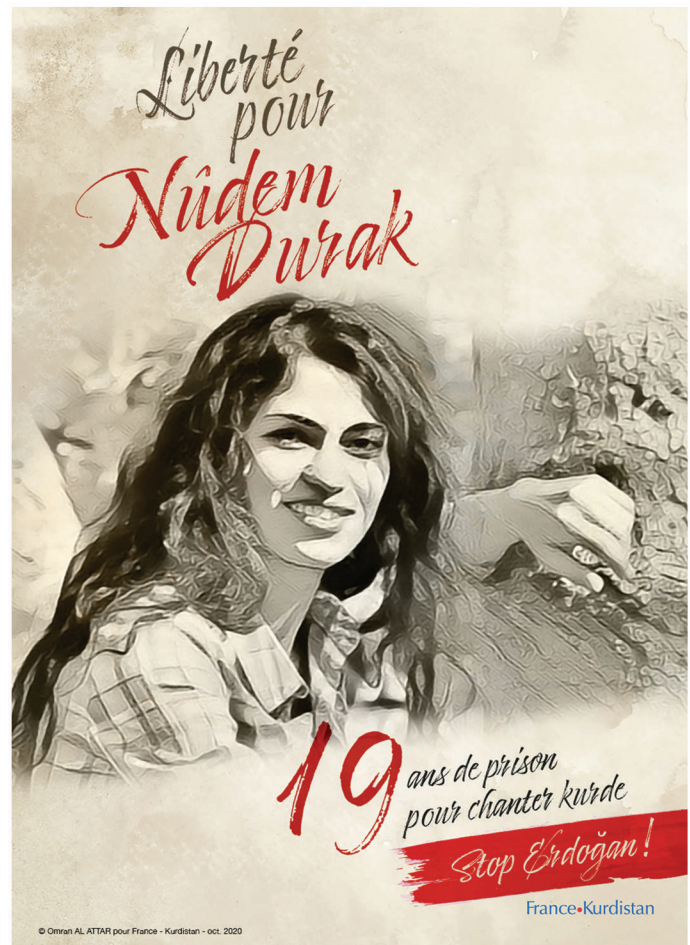
Recep Tayyip Erdogan est de plus en plus reconnu comme un homme dangereux, non seulement pour les kurdes mais aussi pour l'Europe et le monde. Emmanuel Macron doit avoir le courage de l'affronter, non seulement pour des raisons stratégiques et militaires, mais aussi pour la démocratie dans notre propre pays. Nous osons aussi penser que la France n'est pas condamnée indéfiniment à subir un régime liberticide, et que "La Roue tournera" comme le dit Sélahattin Demirtas dans son livre rédigé en prison.

Depuis 2015 et la très grande répression qu'exerce Erdogan contre les élu(e)s progressistes kurdes, députés, maires, adjoints, conseillers et même employés municipaux, **nous menons des actions suivies de soutien à l'adresse de plusieurs prisonnières et prisonniers.**

Notre campagne "Je pense à toi !" se traduit par des parrainages d'élu(e)s, des ateliers d'écriture, des cafés littéraires pour présenter les œuvres de S. Demirtas.

Nous venons de rejoindre une campagne de solidarité internationale en faveur d'une jeune artiste de 32 ans, Nûdem Durak, condamnée à 19 ans de prison pour avoir chanté dans sa langue maternelle, le kurde ! Une lettre d'elle nous est parvenue fin-décembre, où elle dit tout l'espoir que cela lui apporte, et dont elle a terriblement besoin pour tenir.

Pour sa libération, nous avons lancé un appel aux artistes, qui répondent généreusement, et dont nous publions chaque semaine sur la page Facebook de l'association, des affiches, peintures, dessins, messages, chants, déclarations de soutien, etc. En espérant pouvoir les exposer en live, un jour.



N'hésitez pas à nous contacter pour participer à cette campagne, nous comptons sur vous !

Sylvie Jan / sylviejan75@gmail.com / 06 21 02 21 30

À écouter à propos de l'enquête, sur la page Facebook de France Kurdistan et sur Youtube : l'interview de l'avocat des familles Maître Antoine Comte.



LOI SÉCURITÉ GLOBALE URGENCE DÉMOCRATIQUE !



La polémique sur la loi Sécurité globale nous donne l'occasion d'évoquer des questions de fond sur la sécurité de notre pays, que nous avons choisi d'aborder sous l'angle du service public. Il s'agit d'assurer la sûreté des citoyens, l'un des droits naturels et imprescriptibles de l'être humain selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Aux premières loges face à ce que la société a de plus violent, la police doit être au service du peuple, et respectée en tant que telle. Mais elle est, aujourd'hui, en crise. Les manques de moyens et le mal-être la rongent. L'usage des policiers, par les gouvernements, à des fins de répressions politiques, ainsi que les violences arbitraires de certains fonctionnaires, creusent un fossé dangereux.

► Une police pourquoi faire ?

La police dit beaucoup d'un régime politique. En France, la mission de "défense des libertés et de la République" a été supprimée du Code de déontologie des services de police en 2014, par Manuel Valls. Cette réécriture acte une dérive fondamentale de la définition et de l'usage de la police. Il convient donc de revoir le Code de déontologie et le schéma de maintien de l'ordre, en conservant tout ce qui va dans le sens d'une police républicaine et en expurgant ce qui la dénature. La police doit être au service du peuple, elle ne doit pas être dirigée contre les citoyens. Elle doit être exemplaire et assurer des missions de prévention et de répression.

► Revoir l'armement et les techniques

La répression des gilets jaunes a fait environ 2 500 blessés, dont 82 graves, 17 éborgnés et 4 mains arrachées, selon le décompte du journaliste David Dufresne. "Après avoir diminué depuis le début du XX^e siècle, les violences policières sont en hausse depuis quelques années", note Sebastian Roché. Le sociologue du CNRS pointe une raison : "La combinaison inédite, en Europe occidentale, d'un matériel singulier, avec à la fois des lanceurs de balle de défense et des grenades (LBD), qui ont occasionné des blessures irréversibles dans des proportions précédemment inconnues en France et dans les démocraties européennes". Cette situation a amené les sénateurs PCF à déposer une proposition de loi afin d'interdire les LBD.

► Le retour d'une police de proximité

La restauration de la police de proximité, torpillée sous Nicolas Sarkozy, est indispensable pour renouer un lien de confiance entre la police et les citoyens. Et avec des moyens conséquents : le PCF propose 30 000 embauches. Anthony Caillé, enquêteur à la Police judiciaire et secrétaire national du syndicat de police CGT intérieur, ébauche aussi des pistes concrètes. À commencer par privilégier "les patrouilles pédestres" en tenue afin que "les habitants puissent les identifier et les aborder dans la rue", et qui pourraient avoir une finalité de renseignement. Le syndicaliste plaide aussi pour la réouverture de commissariats pour assurer un service public dans la proximité.

En Moselle de nombreux commissariats ont fermés, d'autres sont menacés. La gendarmerie ferme également des brigades en zone rurales. La police a également besoin de moyens supplémentaires, indispensables pour améliorer les conditions de travail des personnels. **Et il y a urgence : en 2019, pas moins de 59 policiers ont mis fin à leurs jours, (35 en 2018) !**

► Améliorer la formation et le contrôle de l'institution

Depuis juin, la formation du gardien de la paix a été réduite de 12 à seulement 8 mois. Au Danemark, elle dure 36 mois ! Améliorer la formation permettra d'améliorer l'efficacité du service public et de mieux préparer le fonctionnaire aux difficultés du métier, de faire reculer les discriminations dont le racisme et l'homophobie. C'est un enjeu majeur pour une institution qui doit représenter et faire respecter les valeurs de la République.

// Avec la collaboration de Lola Ruscio et d'Aurélien Soucheyre, du journal l'Humanité

La forte mobilisation contre cette proposition cette loi liberticide à la fin de l'année 2020 doit se poursuivre. La proposition de loi ayant été votée à l'Assemblée nationale, elle est désormais examinée par le Sénat, qui entend toutes les parties intéressées depuis début janvier 2021. La volonté de protéger les agents des forces de sécurité intérieure ne doit pas entraver les libertés citoyennes et notamment la liberté d'expression et la liberté de la presse, largement visées par le projet de loi.

**NOUS BASCULONS D'UN ÉTAT DE DROIT
À UN ÉTAT QUI SE DONNE TOUS LES DROITS !**

Il faut convaincre de nos arguments nos députés et leur demander de s'opposer à cette loi. Et s'il le faut, nous retournerons dans la rue, jusqu'à l'abandon de cette loi dangereuse pour notre État de droit ! Les rassemblements organisés partout en France ont été un immense succès. Le 28 novembre, nous étions 500 000 personnes, dont 46 000 à Paris, plus de 500 à Metz. Poursuivons ensemble cette mobilisation !





Marche des Libertés, le 16 janvier 2021 à Metz



Vos droits pour manifester en temps de confinement et de couvre feu,

la LDH vous informe :
Quel cadre légal ?

Comment préparer sa sortie ?

Quelles précautions prendre en vue de contester une verbalisation ?

Comment agir contre les violences policières ?

www.ldh-france.org/defendre-vos-droits/vos-droits

9 500 signalements d'abus policiers en 2019

1 460 enquêtes ouvertes par l'IGPN

contre 1 180 en 2018

soit **23,7 %** d'augmentation

(1 085 en 2017)

source : rapport annuel IGPN 2019

LA PAROLE À CEUX QUI SONT SUR LE TERRAIN

► Bernard Leclerc est président de la section de Metz de la Ligue des droits de l'Homme.

Depuis plusieurs mois, la loi Sécurité globale est fortement contestée, que lui reprochez-vous ?

En juillet 2020, le premier ministre, Jean Castex, lance l'"expérimentation de l'extension des compétences pour les polices municipales" à Nice, à la demande du maire, Christian Estrosi. La proposition de loi Sécurité globale vise à entériner dans la loi, à l'échelle nationale, ces nouvelles compétences.

Or, **cette loi s'inscrit dans une continuité pernicieuse et dangereuse pour nos libertés** : nous passons d'un état d'urgence à un autre, et les décisions prises pour répondre à cet état d'urgence désormais continu le banalisent. Il devient la normalité. Cette proposition de loi vient renforcer ce phénomène. Surveillance et contrôle avec des moyens numériques, des logiciels de traçage, de reconnaissance et d'identification : c'est le projet énoncé dans le Livre blanc de la sécurité intérieure (novembre 2020, consultable sur <https://www.interieur.gouv.fr>).

Quelle différence entre la police nationale et la police municipale ?

La police nationale est sous le contrôle du judiciaire. La police municipale est sous le contrôle du maire. C'est une différence fondamentale. La police municipale est surtout l'expression d'un choix politique, qui ne dépend pas nécessairement du niveau de délinquance constaté localement, et l'on peut craindre des contrôles disproportionnés et pas forcément efficaces, mais dont la finalité sera de mettre l'ensemble de la population de la commune concernée sous surveillance. Les polices municipales ne sont pas et ne peuvent pas être indépendantes des politiques municipales.

Comment rapprocher la police des citoyens ?

Le fossé qui s'est creusé entre la police et la population est le fruit de la perte de confiance liée aux politiques suivies, au rôle assigné aux forces de l'ordre et à la négation des réalités par le pouvoir politique : "il n'y a pas de violences policières", "le racisme dans la police ce n'est pas un problème de la police, mais de quelques individus", etc. **Interdire de démentir cette parole en empêchant de filmer la police ne contribue pas à rétablir la confiance...**

La défiance du pouvoir envers les citoyens a généré une défiance réciproque. Les réponses sécuritaires ne contribuent pas à apaiser les tensions, au contraire. Aujourd'hui, les opérations de maintien de l'ordre ne sont plus considérées, ni d'un côté ni de l'autre, comme destinées à la protection des manifestants et à la chasse des seuls perturbateurs, mais comme la **réaction d'un État aux abois, cherchant à réduire un adversaire politique. La police (ou la gendarmerie) devient le bras armé de l'État.**

Il faut renverser la vapeur et **redonner son sens originel à l'action des forces de sécurité**. La police doit agir de façon à être perçue comme un service dévoué à la **protection de TOUS les citoyens**. C'est une urgence et les fonctionnaires de police y gagneront en considération. Conscients des contraintes de la profession, nous appelons à sortir des réflexes purement corporatistes et à ouvrir un dialogue sur les objectifs, les moyens et les méthodes des forces de l'ordre. L'institution judiciaire, tout aussi malmenée, a toute sa place dans ce dialogue nécessaire pour retisser des liens de confiance entre police et population.

Pour contacter la LDH : <http://site.ldh-france.org/metz>



LA PAROLE AUX ÉLUS

ATTENTION : SITE SOUS VIDÉO-SURVEILLANCE

Bienvenue dans la nouvelle ville-forteresse !

Il nous avait prévenu, et c'est bel et bien vers le tout sécuritaire que François Grosdidier, nouveau maire de Metz, dirige la ville. La priorité n'est ni donnée au social, ni à la santé. Le budget de la police municipale a été augmenté de plus de 25 % en moins de 6 mois après son élection, alors qu'elle faisait déjà partie des plus fournies de France, bien formée et équipée. Il paraît évident que M. Grosdidier préfère se contenter de faire surveiller les messins, plutôt que de les accompagner et de les soutenir en pleine crise sociale et sanitaire.



Depuis l'élection du nouveau maire, au mois de juin dernier, on se contente d'une gestion routinière des choses. Excepté dans un domaine : la sécurité. **Sur les 850 caméras supplémentaires prévues sur le mandat, les 50 premières déployées en 2021 représentent déjà un coût de 675 000 €. Soit 13 500 € la caméra.** 4 véhicules-utilitaires-sport ont été achetés pour 200 000 €, 20 postes de policiers supplémentaires ont été créés pour un coût d'1 million d'euro (par an !). **On ouvre les vannes pour la sécurité, et on les ferme pour le reste.**

Pour Pierre Laurent, conseiller municipal messin (opposition) : "Metz sera bientôt connue par être la ville la plus vidéo-surveillée de France !

Et, à force de mettre continuellement en avant le "sentiment d'insécurité des messins" (qui ne se traduit pas dans les chiffres), l'on peut se questionner sur les retombées en termes d'attractivité et de tourisme. **Metz a été une ville de garnison, elle est aujourd'hui une ville jardin. Elle sera, demain, la ville de la vidéo-surveillance par excellence !**

Tout un programme ! Par ailleurs, nous le savons, la vidéo-surveillance, si elle peut être dangereuse pour le respect de la vie privée et des libertés individuelles, n'empêche pas les actes malveillants. Elle ne dissuade en rien, à peine sert-elle à punir. Au mieux, elle fait se déplacer la délinquance."

Déplacer la délinquance avec des caméras, déplacer la misère sociale avec l'extension du périmètre d'un arrêté anti-mendicité en vigueur depuis le 15 décembre dernier. Déplacer pour ne plus voir. Déplacer pour ne plus regarder. Déplacer pour ne jamais résoudre.

Pour Danielle Bori, élue PCF57, conseillère municipale à Metz (opposition) et conseillère métropolitaine : "S'agissant des orientations budgétaires envisagées, elles ne sont pas à la hauteur des enjeux que nous vivons. Vous (la majorité) répondez police et caméras de surveillance, c'est votre fond de commerce. Dans cette période exceptionnelle, **ce ne sont pas de 1 000 caméras dont les messins ont besoin, mais de 1 000 projets en matière de transport, d'emploi, de développement numérique et de solidarité**".

SMART HAMBACH

Un changement de politique plutôt qu'un changement d'enseigne !

Désormais, le site Smart est passé sous l'enseigne du groupe Ineos. Les organisations syndicales ont pris acte de ce changement de propriétaire voulu et accompagné par l'État. En effet, il ne pouvait en être autrement puisqu'Ineos était le seul et unique repreneur... Les communistes de Moselle constatent que l'État s'est mis au service de la seule volonté de Daimler, qui consistait à se séparer de ce site en se dédouanant de tout engagement futur. Dans une situation de crise économique aggravée, l'État stratège, une fois de plus, est aux abonnés absents !

Les engagements du repreneur en matière d'emplois, comme en matière d'innovation industrielle, sont faibles. Le site de Hambach a davantage besoin d'une nouvelle stratégie industrielle que de changement d'actionnaires. Assurer la production automobile pour demain suppose de conjuguer exigences sociales et environnementales, mais aussi de remettre en cause la domination des actionnaires dans les choix d'entreprises. Il est impératif d'accorder de nouveaux droits aux salariés.

À l'échelle de la France comme de l'Europe, **un nouveau modèle industriel est indispensable : des coopérations en groupe industriels sont nécessaires, ainsi que de nouveaux modes de gestion, associant les puissances publiques et les représentants des salariés aux décisions stratégiques.** L'est mosellan a trop souffert de repreneurs venant profiter d'aubaines. Il faut sortir des logiques de gestion financière et contrôler l'utilisation des fonds publics.

LES COMMUNISTES DE MOSELLE PORTERONT CES EXIGENCES AVEC TOUTES CELLES ET TOUS CEUX QUI SONT DISPONIBLES POUR CONSTRUIRE UN AVENIR DE PROGRÈS SOCIAL PARTAGÉ !



Consulter nos précédents articles sur le sujet sur notre site : Construire l'automobile du futur à Hambach (13/11/2020) et Smart : Éviter un désastre industriel (04/10/2020).



LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS A FÊTÉ SES 100 ANS !

Du 25 au 30 décembre 1920, le congrès de Tours entérinait la création de la section française de l'Internationale communiste. Cet événement majeur de l'histoire politique et sociale française a contribué à structurer la gauche et les luttes de classes jusqu'à aujourd'hui. Cette singulière année 2020 a marqué le centenaire de cet événement : le PCF vient de fêter ses 100 ans. 100 ans d'ambitions, cent ans d'inventions, 100 ans de combats, 100 ans d'alliances populaires, 100 ans de résistances, 100 ans de recherches, 100 ans de conquêtes,... 100 ans d'avenir !

► Militant et engagé

Ce centenaire est celui des militants, ceux qui ont voté, ceux qui ont souscrit, ceux qui ont rêvé avec le parti, ceux qui ont lutté. Pour tous ceux qui ont agi avec et pour le parti pendant ces décennies, femmes et hommes de toutes conditions, il faut faire connaître les luttes populaires et révolutionnaires. Souvenons-nous des mouvements de résistance (en Moselle : Jean Burger, Édouard Schwartz, etc.) ; souvenons-nous combien nous avons œuvré pour créer le système de protection sociale ; souvenons-nous de la lutte pour la décolonisation ; souvenons-nous des combats pour construire une gauche réunie ; souvenons-nous des luttes contre l'apartheid ; souvenons-nous des luttes pour l'industrie lorraine ; souvenons-nous...

► Politique et démocratique

Le Parti communiste est une formation politique dirigée par des gens du peuple, pour servir les intérêts de celui-ci. En combattant les rapports de domination et d'aliénation, en luttant contre toutes formes de violences dans les rapports sociaux, il vise l'épanouissement de chaque femme et de chaque homme. Par son histoire, par son présent, il est un acteur fort de la vie sociale, économique et culturelle française.

► Le parti de l'histoire, le parti de l'avenir

Si tous les militants n'ont pas la connaissance des batailles passées, chacun vit et ressent les périls environnementaux, le fossé grandissant entre classes dirigeantes et classes laborieuses, l'exploitation sociale toujours prégnante, la précarité menaçante, les inégalités croissantes, les discriminations sous toutes leurs formes. Le communisme d'hier et celui d'aujourd'hui fabriquent la même histoire, les questions internationales, la bataille des idées, sont autant de défis qui imposent des actes forts et un engagement solide.

"PENSER LE PASSÉ, C'EST AUSSI PENSER LE PRÉSENT ET L'AVENIR"

RDV sur le site de la **Fondation Gabriel Péri**, qui participe à la diffusion et à l'appropriation du patrimoine intellectuel et pratique accumulé en France et dans le monde par les luttes sociales et politiques, et par le mouvement des idées : gabrielperi.fr. Vous y trouverez notamment des expositions et une bibliothèque numérique du mouvement ouvrier.

► Combatif et solidaire

L'héritage de la Révolution française, de la Commune de Paris et de celle d'octobre, inscrit le PCF dans une perspective libératrice et internationaliste. Luttons pour une transformation radicale de la société, battons-nous pour l'égalité entre les femmes et les hommes, battons-nous pour une planification écologique, combattons le racisme et la xénophobie.



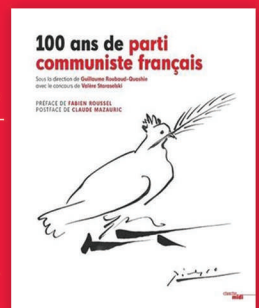
Le directeur du journal l'Humanité, Marcel Cachin pendant son discours au congrès de Tours, décembre 1920 ©AFP



À lire !

le livre du centenaire
Cent ans de Parti communiste français,
éditions Cherche-Midi,
220 pages préfacées
par Fabien Roussel,
novembre 2020

à commander auprès du PCF ou sur
www.librairiesindependantes.com



les numéros **Cent ans d'histoire**
et **Communisme**
de la revue Cause commune,
191 et 100 pages,
à télécharger gratuitement
sur www.pcf57.fr, page Kiosque



le numéro hors-série de l'Humanité
Besoin de communisme,
124 pages, décembre 2020,
à commander sur la boutique
en ligne du journal



Retrouvez toutes les productions du centenaire (et elles sont nombreuses : discours, vidéos, conférences, etc.) sur www.facebook.com/centenairepcf et www.youtube.com/CNCPF





100 ANS DE LUTTE,
DE RÉSISTANCE,
DE SOLIDARITÉ,
D'ÉVOLUTION,

Fédération de Moselle

Le PCF en Moselle, c'est VOUS !

Il y a 100 ans se tenait le congrès de Tours, qui a marqué la création d'un parti révolutionnaire. Aujourd'hui les femmes et les hommes qui le composent sont toujours là pour lutter contre le capitalisme, créateur de misère, et bâtir un autre avenir. Rejoignez-les : donnez-vous les moyens de participer à une aventure collective, fraternelle et humaine.

En vous engageant au PCF57, vous serez relié(e) à des femmes et des hommes de terrain. La proximité avec les autres, dans la vraie vie, sur les réseaux sociaux, est pour nous porteuse de sens et de réalisations concrètes. Internationalistes, féministes, anti-racistes, anticapitalistes, nous nous passionnons pour le devenir de la planète et nous soutenons les combats émancipateurs de tous les continents.



comment cela se passe ?

Vous pouvez adhérer en ligne, via le formulaire national du parti. Mais le mieux est d'avoir un 1^{er} contact pour connaître vos motivations et répondre à vos questions : **APPELEZ-NOUS !** Nous viendrons à votre rencontre avec plaisir. Ce sera l'occasion d'exprimer la forme que vous souhaitez donner à votre engagement : **de la simple cotisation de soutien à une mobilisation concrète sur le terrain.** Vous pouvez aussi **faire un don**, qui sera utilisé pour faire vivre notre plan d'action. Enfin, vous avez peut-être des compétences, que vous voulez mettre à disposition des camarades de Moselle. Faites-nous en part, toute aide est la bienvenue.

En rejoignant le PCF, vous recevrez les infos électroniques mosellanes et nationales. Vous serez aussi convié(e) aux temps constitutifs de la vie de l'organisation (AG, etc.) dans lesquels chaque membre a une parole libre, égale, et participe aux choix stratégiques.

combien ça coûte ?

Pour mener son combat politique, le PCF compte sur 4 sources de financement : ses adhérent(e)s dans les territoires, les élu(e)s communistes (qui reversent leur indemnité), le financement public indexé au nombre de voix recueillies aux élections législatives et les dons (aussi appelés 'souscription nationale'). Le barème de cotisation est fixé à **1 % du revenu net**, en tenant compte de la diversité des situations. Par exemple, si je gagne 1 300 € par mois, je donne 13 € mensuels. Le règlement peut se faire par chèque ou virement, annuel ou mensuel.

Bon à savoir

Effectuer un don ou verser une cotisation à une association ou un parti politique donne droit à une **réduction d'impôt égale à 66 % des sommes versées** dans la limite de 20 % du revenu imposable. Lorsque le montant des dons dépasse la cette limite, l'excédent est reporté sur les 5 années suivantes. La démarche se fait directement lors de la déclaration d'impôt sur le site de l'administration fiscale.

++ D'INFOS SUR PCF57.FR OU AUPRÈS
DE JACQUES MARÉCHAL : 06 87 17 51 59

Fédération PCF de Moselle - 20 rue Charles Lutz 57300 Hagondange (lundi, merc., vend. de 9h à 12h)
03 87 71 40 06 / pcf57@orange.fr / www.pcf57.fr / Facebook : PCF Moselle

ISSN : en cours d'attribution / publication sous licence creative commons BY-NC-SA

Directeur de la publication : Jacques Maréchal

Rédactrice en chef & conception graphique : Fanny Geoffroy

Contributions : Sylvie Jan, Pierre Laurent, Bernard Leclerc, Charlotte Leduc, Marie Maréchal, Sylvie et Pascal Bortot, Hélène Pochard

Imprimeur : Prim Service Metz / Tirage : 2 000 exemplaires

Copyright photos : PCF57

